

« Le squat : substitut de l'état à l'accueil des migrants ? » Un thème fortement d'actualité au programme d'une des tables rondes organisées par le site Rue 89 Bordeaux dans le cadre de l'évènement Bienvenue. (1) Support au débat : La dernière étude de la Délégation interministérielle à l'hébergement et à l'accès au logement (DIHAL) recense en Gironde 1125 personnes vivant dans 103 « bidonvilles » dont 1 101 (et 28% d'enfants !) sur la métropole bordelaise. Ce qui place déjà la Gironde en 4<sup>ème</sup> position des départements français. Et encore ces chiffres sont très sous-évalués pour les associations et Médecins du Monde en particulier qui comptabilise, selon Morgan Garcia, coordinateur de la mission squats de Médecins du Monde à Bordeaux, 1600 personnes sur seulement 20 sites où l'association intervient. La Dihal semble bien loin du compte. Bègles pointe en tête du palmarès avec 28 sites répertoriés par l'étude et 388 personnes. Amélie Cohen Langlais, élue de Bègles et déléguée aux Solidarités et à l'Habitat avance plusieurs explication à cette « attirance » pour sa commune. D'abord la ville accepte de domicilier tous ceux qui en font la demande, ils reçoivent leur courrier au CCAS, la commune possède beaucoup de lieux « squatables », elle leur apporte un soutien social comme aux associations. Quant aux évacuations musclées qui ont eu lieu sur le territoire, il est le fait de la préfecture, pas de la commune qui n'est jamais averti en amont de l'arrivée des forces de l'ordre.

« **Aujourd'hui, on ne s'en tirera pas si tout le monde ne prend pas sa part** » affirme Emmanuelle Ajon, vice-présidente du conseil départemental de la Gironde, chargée de la Protection Maternelle et Infantile, et de la promotion de l'enfance. violemment mise en cause par des animateurs de squats, elle a rappelé que le CD avait « **mis 250 millions d'euros sur la table** », qu'on ne pouvait « **leur reprocher de ne rien faire, pas assez peut-être** » mais de rappeler aussi que c'est l'état qui contraint la collectivités à des coupes claires sous peine d'amendes. « **On ne résigne pas** » disent en chœur les deux élues qui ont eu, soit dit en passant, le courage de venir participer à cette table ronde sachant le sujet ultrasensible.

Fred, pour le Squid, l'un des plus gros squat de centre-ville a fait rentrer le réel dans les chiffres. « **Tous les jours, je dis non à 20 familles** » Et pourtant le squid accueille dit-il 270 personnes dans désormais 7 bâtiments où drogue, alcool et violence sont bannis, un bâtiment est strictement réservé aux femmes. Fred, ancien boulanger, arrivé sac au dos comme sdf à Bordeaux il y a 1 an 1/2 assure ne plus croire qu'en ce type d'action : « **on a pris le pas de travailler avec les réfugiés, il faut arrêter de parler, il faut agir** » affirme-t-il avec force mais tout en résumant son engagement à cela. « **Je ne vais plus aux manifs** ». Des propos qui ont fait sauter sur ses pieds Raymond Blet, l'avocat qui mit en place et tint pendant des mois une permanence juridique dans le jungle de Calais. C'est finalement lui qui répond avec force à la question initiale : « **pas d'accord pour partager la**

**galère de gens qui ont des droits, l'état ne prend pas ses responsabilités. En 62, en 3 mois, la France a accueilli 1 millions de rapatriés d'Algérie, sans parler des dizaines de milliards trouvées pour renflouer les banques lors de la crise financières de 2008. Ce n'est pas ça une société républicaine. Les squats certes mais qui est responsable ? »**

La suite est venue illustrer clairement l'une des conséquences de l'incurie de l'état : l'extrême tension que la seule bonne volonté sans formation ni pratique professionnelle peut faire naître dans la gestion de ces lieux. Fred, le chef squatter a été pris à son tour à partie par un autre squatter ou animateur de squat, on n'a pas bien compris. Des noms d'oiseaux ont fusé, des accusations graves, des menaces physiques, une empoignade vite calmée par le public. Des jeunes, souvent marginaux dont le dévouement n'est pas en cause trouvent là une raison de vivre, le squat devient leur affaire, voit leur chasse-gardée. Le bénévolat a des limites, celle des nerfs en particulier, ce qui est aussi vrai pour les nombreuses personnes qui font, par le biais d'association, de l'accueil à domicile et du soutien. Oui la société civile pallie les graves carences d'un état et d'hommes politiques qui auront un jour à répondre de ça, au moins face à leur conscience si ce n'est devant le peuple.

Jean-François Meekel

(1) Voir le programme des manifestations liées à Bienvenue sur ce blog.